

RAPPORT N° 2022/2-22
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022

OBJET

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DE MONSIEUR FRANCELIN TOINON POUR L'IMPLANTATION D'UN MODULE BAR SUR UNE PARCELLE COMMUNAUTAIRE ANGLE ROUTE DU BOIS DE NEFLES ET AVENUE DE LATTRE DE TASSIGNY – SNACK « LE CLOCHER »
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

Monsieur Francelin TOINON, résidant à Sainte-Clotilde occupe actuellement une parcelle communautaire située angle de la route de Bois de Nèfles et avenue De Lattre de Tassigny à Sainte-Clotilde, pour l'exploitation d'une activité de snack-bar.

Une autorisation d'occupation temporaire (AOT) lui a été accordée à compter du 1^{er} avril 2020 pour une durée de deux ans.

Par courrier remis en date du 07 juillet 2021, Monsieur Francelin TOINON avait demandé à la CINOR la résiliation anticipée de sa convention d'occupation temporaire du domaine public (AOT), invoquant son souhait de ne plus poursuivre son activité pour des raisons personnelles et ainsi de cesser toute activité professionnelle.

Par délibération n°2021 /5-15 et n°2021/05-16 en date du 23 septembre 2021, le bureau communautaire avait approuvé la résiliation anticipée de la convention de Monsieur Francelin TOINON et la mise à disposition de cette parcelle à Monsieur Paul Yvon PHILOGENE qui avait manifesté son intérêt pour une activité du même type sur ladite parcelle.

Compte tenu que Monsieur Paul Yvon PHILOGENE n'a pas donné suite à son projet et n'a pas remis les pièces administratives obligatoires, aucune convention ne lui a donc été notifiée.

Monsieur Francelin TOINON a entretemps poursuivi son activité et ce jusqu'à l'échéance prévue. Il sollicite donc la CINOR, l'obtention d'une autorisation d'emplacement en vue de poursuivre son activité.

Sur l'aspect financier, le Conseil de la Communauté a approuvé la grille tarifaire actualisée pour l'occupation du Domaine Public Communautaire par des activités économiques, le 27 septembre 2012. Conformément à cette grille, la redevance applicable est de **600 euros par mois** pour ce module bar, qui occupe un espace total de 16 m² (dont 1 m² consacré aux toilettes).

Est joint en annexe de ce rapport, un projet de convention d'occupation précaire du Domaine Public à conclure avec Monsieur Francelin TOINON. La durée proposée pour cette convention est **d'une année**.

Il est à noter que Monsieur Francelin TOINON reste redevable de la somme de 3600 euros au titre de sa redevance d'occupation des 3^e et 4^{ème} trimestres de l'année de 2021

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la mise à disposition d'un emplacement sur une parcelle communautaire située angle de la route de Bois de Nèfles et avenue De Lattre de Tassigny à Monsieur Francelin TOINON, en vue de l'exploitation d'une activité commerciale de snack bar pour une durée d'un an sous réserve du paiement des redevances d'occupation restant éventuellement dues à l'expiration de la convention en cours.
- Approuver le renouvellement sous réserve de la condition précitée de la convention d'occupation précaire du Domaine Public jointe en annexe.
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GILSON

Accusé réception préfecture
9742497201920220408-RC2022-2-22-DE
Date de transmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022



**DECISION N°2022/2-22
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 Avril 2022**

OBJET

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DE MONSIEUR FRANCELIN TOINON POUR L'IMPLANTATION D'UN MODULE BAR SUR UNE PARCELLE COMMUNAUTAIRE ANGLE ROUTE DU BOIS DE NEFLES ET AVENUE DE LATTRE DE TASSIGNY – SNACK « LE CLOCHER »
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-22 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-22-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la mise à disposition d'un emplacement sur une parcelle communautaire située à Saint-Denis, angle de la route de Bois de Nèfles et avenue De Lattre de Tassigny, à Monsieur Francelin TOINON, en vue de l'exploitation d'une activité commerciale de snack bar pour une durée d'un an sous réserve du paiement des redevances d'occupation restant éventuellement dues à l'expiration de la convention en cours.

ARTICLE 2

D'approuver le renouvellement sous réserve de la condition précitée de la convention d'occupation précaire du Domaine Public joint en annexe pour l'activité envisagée

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations)

Suffrages exprimés : 15

Vote pour : 15

Vote contre : 00

Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde

13 AVR 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-22-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022